



Institut
EGA

Que se passe-t-il au Xinjiang ? Étude sur la situation des Ouïghours

Rodrigue Nana Ngassam

Docteur en science politique (Université de Douala), chercheur associé à l'Institut de recherche en géopolitique et d'études stratégiques de Kinshasa (IRGES) et membre de l'Observatoire Boutros Ghali du maintien de la paix (Bruxelles)

Février 2021

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 2021.

Comment citer cette publication :

Rodrigue Nana Ngassam,
« Que se passe-t-il au Xinjiang ? Étude sur la situation des Ouïghours », Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 6 février 2021.

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée - 31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : contact@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

SOMMAIRE

Introduction – P. 2

D'où viennent les Ouïghours ? – P. 3

Marginalisation et renforcement de l'influence chinoise – P. 4

Déracinement identitaire et intégration à marche forcée – P. 6

La communauté internationale interpellée – P. 7

Partir ou rester, le dilemme des Ouïghours du Xinjiang – P. 9

Conclusion – P. 12

Les Ouïghours constituent le principal groupe ethnique du Xinjiang, une immense région frontalière avec l'Afghanistan et le Pakistan. Depuis des décennies, ce peuple de l'Extrême-ouest chinois est confronté à des politiques répressives de Pékin sous le prisme de la lutte contre le terrorisme. Cette répression violente perdure sous le silence de la communauté internationale qui hésite à réagir par peur de subir les foudres de l'empire du milieu.

Que se passe-t-il au Xinjiang (Turkestan Oriental) ? Tout le monde se le demande et personne n'a vraiment de réponses. Situé au cœur de l'Asie continentale, ce vaste territoire trois fois plus grand que la France est le théâtre d'un conflit depuis des décennies entre le gouvernement chinois et les populations turcophones musulmanes, les Ouïghours¹. Le traitement particulièrement brutal du régime chinois contre cette population locale au prétexte qu'elle soutient le terrorisme et l'islam radical soulève des interrogations quant au vivre ensemble prôné par Xi Jinping. L'ampleur et le degré de sophistication de contrôle social sur les membres de cette minorité musulmane couplés à de lourdes sanctions démontre à suffisance que le parti communiste chinois n'a toujours pas conquis « les cœurs et les esprits » de ses minorités nationales. La dimension invasive et répressive de ces dispositifs, qui à certains égards prennent une dimension d'assimilation forcée, génère de fortes frustrations et alimente des tensions sous fond de remise en question de l'autorité de Pékin.

¹ Le Xinjiang est originellement peuplé d'ethnies centrasiatiques dont les Ouïghours font partie au même titre que les Kazakhs, les Kirghizes, les Turkmènes, les Ouzbèks etc...

I. D'où viennent les Ouïghours ?

Pour chercher les origines des Ouïghours, il convient de se rendre sur les rives du lac Baïkal où vivaient leurs ancêtres, des tribus nomades turques. Au VIII^e siècle, ces guerriers prennent le pouvoir sur leurs terres de Mongolie en mettant fin au Khaganat (royaume dirigé par un Khan) des Gokturk. La démonstration de leur force est telle qu'ils offrent même leurs services aux chinois de la dynastie Tang, en proie à une rébellion et à une lutte de pouvoir interne. C'est aussi à cette époque qu'ils abandonnent leurs croyances chamaniques pour adopter le manichéisme né en perse au III^e siècle et dont les adeptes, persécutés chez eux, s'installèrent en Chine. Mais, devant les attaques Kirghiz, les Ouïghours doivent quitter leurs terres en 840 et descendre du côté du fleuve Tarim. Certains s'installent dans le corridor du Gansu, entre les montagnes noires du plateau tibétain au Sud et les montagnes blanches de la Mongolie au Nord et fondent le royaume de Zhangye, tandis que d'autres choisissent d'aller plus à l'Ouest, vers les Monts Célestes. On est alors en plein âge d'or de la route de la soie et les cités qui la jalonnent en sont autant d'étapes incontournables et de centres culturels Ouïghours, comme Turfan et Kashgar.

Aux IX^e et X^e siècles, l'islam atteint ces contrées, vouant à l'oubli les nombreuses grottes bouddhiques peintes qui parsèment la région. La progression en terre chinoise fut rapide puisque dix ans à peine après la mort du Prophète Mohamed a été lancée la construction de la grande mosquée de Xi'an (742), l'une des plus anciennes du monde, à l'extrémité Est de la route de la soie. Il semble cependant que Turfan est resté un centre chrétien d'importance jusqu'à l'arrivée des Mongols, dans la seconde moitié du XIII^e siècle. Le khan local fit alors allégeance à Gengis Khan, apportant aux envahisseurs une administration solide et surtout une écriture. Désormais liés, c'est de concert que les deux peuples se convertissent, majoritairement au XIV^e siècle, à la religion musulmane d'obédience sunnite. Ils ne sont pas les seuls puisque la région compte aussi les Dounganes ou Hui, de

langue chinoise. Avec l'effondrement progressif de l'empire mongol, la route de la soie se fragilise avant de pratiquement disparaître face à la concurrence des trajets maritimes et de la montée des Ottomans d'un côté et des Ming isolationnistes de l'autre. Au XVIII^e siècle, voyant d'un mauvais œil une possible alliance avec le voisin russe, la dynastie Qing conquiert la région et y installe des colonies militaires dans ce qu'elle nomme désormais Xinjiang, c'est-à-dire « la Nouvelle Frontière ».

II. Marginalisation et renforcement de l'influence chinoise

L'inclusion du Turkestan oriental dans l'empire chinois à partir de 1758 a été mal vécue par les Ouïghours. Les quelques tentatives indépendantistes comme l'expérience du khanat de Yakoub Beg en 1865 et avec la fin de l'empire mandchou en 1911 des deux Républiques (du Turkestan Occidental) de 1933 et 1944, ne pourront l'en faire sortir. Si les Ouïghours n'ont pas perdu leur territoire, ils ont cessé d'en être les maîtres. Parallèlement, l'opposition panturquiste² séparatiste et les derniers maquis de rébellion ayant été éradiqués, la province du Xinjiang a été transformée en 1955 en province autonome. Mais cette autonomie, en réalité d'ordre symbolique, contraste avec la véritable autonomie politique que beaucoup espéraient. L'arrivée des communistes au pouvoir en 1949 marque une mise au pas de la population que l'on cherche à diluer en incitant les membres de l'ethnie Han, majoritaire en Chine, à s'installer sur ces terres de l'Ouest. Le régime communiste a alors mis en place une politique des nationalités calquée sur le modèle soviétique : 55 minorités nationales (shaoshu minzu) forment avec les Hans la nation chinoise³. Cette politique garantit la reconnaissance des particularismes linguistiques et culturels des minorités nationales, tout en les dotant d'avantages leur permettant de mieux s'intégrer dans le

² Le nationalisme panturquiste, se situe dans la continuité du jadidisme, qui souhaite mettre en place un Etat démocratique islamique inspiré du modèle étatique turc.

³ Rémi Castets, « Le nationalisme ouïghour au Xinjiang : expressions identitaires et politiques d'un mal-être », *Perspectives Chinoises*, n° 78, p. 2.

nouveau système⁴. Nourrissant de fortes frustrations, les carences de ce système ont empêché la retranscription de nombreuses aspirations de la société Ouïghoure, tout comme la remise en cause de politiques spécifiques à cette région.

La Chine, partagée entre la nécessité d'ouvrir les frontières aux flux économiques et la volonté d'isoler l'opposition Ouïghoure de tout soutien extérieur ou influence « subversive », a alors couplé sa politique de développement économique de la région avec un renforcement de la coopération sécuritaire avec ses voisins, la poursuite du processus de colonisation démographique et un durcissement de la répression contre les activités politiques et religieuses considérées comme illégales. Avec des objectifs d'unité nationale et de développement de toutes les régions du pays, Pékin mène une politique de fermeté et de zéro tolérance envers les minorités nationales. Ces pratiques ne conduisent pas au vivre ensemble et à l'intégration mais à une ségrégation et à une marginalisation de ces groupes ethniques. Chez les Ouïghours, devenant des étrangers dans leur propre pays, le nationalisme s'est renforcé malgré la propagande chinoise de baptiser de « terroriste » tout ce qui s'oppose à son contrôle. La conscience nationale Ouïghoure transcende les frontières étatiques au-delà des caractéristiques sociales, culturelles et ethnolinguistiques liées par une lutte historique commune contre Pékin qui ne veut pas reconnaître l'identité Ouïghoure. Il s'agit de la survie d'un peuple et d'une culture en passe d'être assimilés par la force et à l'écrasement de la politique générale de Pékin sous le prisme de l'intégration à l'État-nation au même titre que le Tibet, de Hong-Kong, de Macao ou de Taïwan.

⁴ Barry Sautman, « Preferential Policies for Ethnic Minorities in China: the Case of Xinjiang », *Nationalism and Ethnic Minorities*, vol. 4, n° 1/2, printemps/été 1998, pp. 86-113.

III. Déracinement identitaire et intégration à marche forcée

Au Xinjiang, l'État communiste chinois a fermement enraciné sa souveraineté dans la région. Les autorités chinoises ont fait le choix de politiques de contrôle social de plus en plus élaborées et systématiques. La colonisation par exemple permet non seulement de maintenir le contrôle, la stabilité et la sécurité de la région et du reste du pays, mais aussi d'exploiter les ressources naturelles. La persistance du soutien à une immigration massive des Hans est perçue par les Ouïghours comme un problème. Les chinois ethniques (les Hans) représentent désormais 40% des 22 millions d'habitants de la région (contre 6% en 1949) et les Ouïghours ne représentent plus que 45% de la population provinciale (contre 75% à l'époque)⁵. Par ailleurs, les investissements destinés à développer et rendre plus attractives les zones de colonisation et les effets de la libéralisation de l'économie chinoise ont contribué à favoriser les Hans au détriment de la société Ouïghoure. Ces inégalités économiques viennent en retour renforcer les inégalités dans le système éducatif. En effet, l'incapacité des populations les plus pauvres à financer les études de leurs enfants perpétue, au-delà des handicaps linguistiques et d'une embauche parfois discriminatoire, des inégalités socioprofessionnelles qui bloquent une large partie de la population Ouïghoure aux échelons les plus bas de la société⁶. De nombreux Ouïghours, mal formés et discriminés sur un marché du travail contrôlé par les Hans, ne peuvent bénéficier d'une ascendance sociale au plus haut sommet de l'État. Les positions de pouvoir sont toutes contrôlées par des Chinois Hans et les fonctionnaires ouïghours n'ont aucun pouvoir réel.

De même, sous couvert de lutter contre le terrorisme et l'islam radical, Pékin a mis sur pied des systèmes de surveillance et de contrôles incessants à tous les niveaux de la société Ouïghoure. Les

⁵ Rémi Castets, « Le Xinjiang : entre enjeux stratégiques et risque sécuritaire », *Diplomatie-Les Grands Dossiers de Diplomatie*, n° 45, p. 95.

⁶ Rémi Castets, « Le nationalisme ouïghour au Xinjiang : expressions identitaires et politiques d'un mal-être », *Op. Cit.*, pp. 3 et 4.

entrées et sorties de la région, internet et les communications continuent bien évidemment d'être sous étroite surveillance. Les dispositifs de contrôle se sont intensifiés et sont devenus encore plus répressifs (vidéosurveillance avec reconnaissance faciale systématisée, traçage GPS des véhicules, campagnes de fichages ADN systématisés, arrestations et embastillements, interdiction de nombreuses pratiques liées à l'islam, destruction des mosquées, surveillance des activités des Ouïghours de la diaspora). Des structures présentées par le gouvernement chinois comme des lieux d'éducation patriotique et des centres de formations professionnelles destinés à favoriser l'insertion professionnelle sont devenus de véritables camps d'internement et d'emprisonnement à la discipline de fer. Ces structures qui visent à « éradiquer les virus idéologiques subversifs » et à traiter les individus en fonction de leur degré de « récalcitance » sont de véritables laboratoires d'endoctrinement politique (loyauté à l'État chinois et au Parti Communiste Chinois). En l'absence de données officielles, il est impossible de chiffrer avec précision le nombre de personnes enfermées dans ces camps. Mais les témoignages dans les médias étrangers de ceux qui ont fui le pays après avoir été libérés font état des conditions de détention parfois très dures, de fortes pressions, voire des actes de torture psychologique ou physique. Les conséquences de cette politique répressive chinoise est cauchemardesque et les effets dévastateurs pour cette minorité musulmane.

IV. La communauté internationale interpellée

Depuis des années, le monde assiste à un crime contre l'humanité et depuis des années la communauté internationale semble ne pas agir, déplorait des intellectuels, acteurs et responsables politiques européens⁷. Les critiques croissantes de la presse et des organisations internationales pour la défense des droits humains n'ont toutefois aucun effet sur les autorités chinoises. Ces dernières considèrent ces

⁷ Voir le lien URL : <https://www.franceculture.fr/emissions/grand-reportage/grand-reportage-du-vendredi-06-novembre-2020>

critiques comme une atteinte à sa souveraineté et une ingérence dans ses affaires internes. De la même façon qu'il ne faut pas imposer des valeurs aux occidentaux, la Chine ne veut pas non plus qu'on lui impose des valeurs sur son territoire. Elle n'attache pas de considération particulière aux libertés fondamentales et aux droits de l'homme et ne s'érige pas en modèle si tant est que les pays occidentaux sont eux beaucoup plus ambigus car ils soutiennent, parfois, des dictatures ou des régimes autoritaires pour des résultats loin d'être toujours satisfaisants. L'idée de la démocratie telle qu'on la conçoit dans les pays occidentaux n'est pas du tout une valeur que va défendre la Chine. L'indifférence du monde à l'égard de nombreuses violations des droits humains dans certains pays décrédibilise la communauté internationale sur la question Ouïghoure. Ce silence, que d'aucuns qualifient de complaisant, s'explique aussi par le fait qu'aucun État ne souhaite froisser ses relations avec la pieuvre chinoise.

La montée en puissance spectaculaire de la Chine a changé la donne sur l'échiquier mondial. Malgré toute sa force de coercition, la communauté internationale se montre prudente, préférant se limiter à de simples communiqués de rappel au respect des libertés individuelles et des droits des individus plutôt qu'à une condamnation ferme ou à sanctions. Si les pays européens hésitent à prendre des initiatives fortes à l'égard des autorités chinoises, l'administration Trump a durci le ton face à Pékin. Le 17 juin 2020, le président Donald Trump a promulgué le Uyghur Human Rights Policy Act, une loi bipartisane votée par le Congrès en mai, qui oblige notamment la Direction du renseignement national à rapporter au Congrès toute violation des droits de l'homme commises par le Parti communiste chinois et le gouvernement contre les Ouïghours au Xinjiang et le département d'État à prendre des sanctions contre les officiels qui en sont responsables. Le 9 juillet 2020, les États-Unis ont pris des sanctions inédites à l'encontre de plusieurs dirigeants chinois, dont Chen Quanguo, considéré comme l'architecte de la politique

sécuritaire de Pékin au Xinjiang. Ces sanctions américaines, loin de faire fléchir Pékin, restent tout de même sujettes à caution dans la mesure où elles restent sélectives et ne touchent pas aux chaînes de valeurs car la moindre étincelle peut avoir des répercussions considérables. Face au profil bas de la communauté internationale, pour les Ouïghours, troublés dans leur quiétude et devant l'impossibilité de mener une vie normale, le départ reste le plus souvent la seule issue possible.

V. Partir ou rester, le dilemme des Ouïghours du Xinjiang

Pour faire entendre leur voix et attirer l'attention de l'opinion publique internationale sur la question Ouïghoure, de nombreux Ouïghours n'ont pas d'autre choix que de partir ou de s'exiler à l'étranger à défaut de rester se faire condamner pour exprimer leur frustration et dénoncer la non-reconnaissance de leurs demandes ou de leurs problèmes. Les vagues de migration qui ont essaimé des populations Ouïghoures dans des endroits aussi différents que l'Asie centrale, l'Inde, le Pakistan, l'Arabie Saoudite, la Turquie, l'Australie, l'Europe et les États-Unis proviennent d'une seule et même cause : l'évolution inéluctable en faveur de la Chine, durant les deux derniers siècles, du rapport de force qui a opposé tout au long de l'histoire la région dite du Turkestan Oriental à son puissant voisin impérial. Les migrations, même si elles sont volontaires - la Chine ne les ayant jamais imposées -, sont provoquées par l'occupation du territoire et une forme d'oppression politique qui constituent une violence en amont. La plupart d'entre eux aspirent surtout à vivre normalement leur vie avec leur famille, à avoir un travail et à pratiquer leur religion en paix. D'autres, en revanche, s'engagent politiquement pour faire entendre aux yeux du monde la problématique Ouïghoure qui est une question sensible et dont la communauté internationale n'en parle pas beaucoup sous peine de se brouiller avec la Chine. Même s'il est vrai qu'il serait totalement illusoire d'imaginer qu'en l'état actuel, un pays, quel qu'il soit, puisse faire infléchir la Chine sur une question de

politique intérieure. Ceux qui s'engagent risquent parfois de voir leur famille subir des représailles (internement, emprisonnement, fichage, surveillance) ou se faire expulser vers la Chine.

Toutefois, dans le souci de mieux coordonner leurs actions et sachant qu'ils ne peuvent agir directement au Xinjiang, les Ouïghours installés à l'étranger ont décidé de faire front commun en mettant sur pied le Congrès Mondial Ouïghour (CMO) le 18 avril 2004 au cours du quatrième congrès du Turkestan oriental. Issu de la fusion entre le Congrès National du Turkestan Oriental (CNTO) et l'Union mondiale des jeunesses Ouïghoures (UMJO), réunissant la quasi-totalité des associations diasporiques politiques et culturelles, ce nouvel acteur tend à donner une chance à la cause Ouïghoure d'avoir un représentant unique et visible à l'international⁸. Outre la défense des intérêts Ouïghours et leur rassemblement, il a également pour mission de mettre à la face du monde la situation vécue par les Ouïghours en Chine et, si possible, de trouver une issue politique favorable à la crise Ouïghoure. Si le CMO connaît quelques difficultés liées au soutien réduit dont font preuve les puissances occidentales et leurs sociétés civiles peu enclines à donner des leçons à Pékin, la cause Ouïghoure bénéficie néanmoins d'un rare soutien des Européens⁹ et des Américains¹⁰. Malgré ces quelques élans de solidarité, le combat est loin d'être gagné pour les militants nationalistes face à Pékin. À mesure que la puissance de la Chine s'étend à travers le monde, la marge de manœuvre du CMO diminue, que ce soit en termes de visibilité médiatique internationale ou de soutien de la part des États. Il demeure peu probable que Pékin accepte de dialoguer avec le CMO,

⁸ Inès Cavalli, « Les défis du nationalisme Ouïghour », *Iris-Asia focus n° 99-Programme Asie*, Janvier 2019, p. 12.

⁹ Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale du Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'Union européenne a condamné à plusieurs reprises la Chine et l'a enjoint de respecter les droits et les libertés des minorités Ouïghoures.

¹⁰ Le département d'Etat américain a menacé la Chine de sanctions économiques dans le cadre de la loi Magnitski (Magnitsky Act) qui permet à Washington de geler les actifs américains auprès des auteurs de violations des droits de l'homme, de leur interdire toute entrée sur le territoire américain et d'interdire aux ressortissants américains de commercer avec eux. De même, le Sénat américain a introduit, le 4 octobre 2019, une résolution condamnant la persécution des minorités religieuses en Chine et réaffirmant la volonté des États-Unis à promouvoir la liberté religieuse et la tolérance dans le monde.

considéré comme une organisation illégale et subversive qui veut diviser les chinois.

Conclusion

Le Xinjiang est un carrefour et une région stratégique dont Pékin ne peut tolérer aucune velléité autonomiste ou de démocratisation. La Chine attache de l'importance à cette région riche en ressources naturelles (gaz, pétrole, charbon). Les nombreux investissements dans différents secteurs (agricoles, industriels, miniers, transports) démontrent à suffisance que le Xinjiang est devenu un pôle incontournable pour les nouvelles routes de la soie chinoise. Pour Pékin, c'est une partie inaliénable de son territoire et impossible d'y renoncer à l'heure où l'empire du milieu semble croire que son heure est venue et qu'il lui appartient désormais de guider l'humanité. Loin de demander aux Ouïghours de jeter l'éponge, il faut être réaliste. Le dragon chinois gagnerait à ne pas faire du Xinjiang un simple prolongement territorial de la Chine mais à s'entendre avec les Ouïghours sur un partenariat constructif et profitable à tous ; en somme, loin d'écarteler ses minorités nationales, le gouvernement chinois devrait mettre celles-ci au cœur de son modèle de gouvernance. Il s'agit de les faire jouer un rôle dans la construction de la puissance chinoise à travers le principe d'une Chine unique et d'un peuple uni.

Notes

(1) Le Xinjiang est originellement peuplé d'ethnies centrasiatiques dont les Ouïghours font partie au même titre que les Kazakhs, les Kirghizes, les Turkmènes, les Ouzbèks, *etc.*

(2) Le nationalisme panturquiste, se situe dans la continuité du jadidisme, qui souhaite mettre en place un Etat démocratique islamique inspiré du modèle étatique turc.

(3) Rémi Castets, « Le nationalisme ouïghour au Xinjiang : expressions identitaires et politiques d'un mal-être », *Perspectives Chinoises*, n° 78, p. 2.

(4) Barry Sautman, « Preferential Policies for Ethnic Minorities in China: the Case of Xinjiang », *Nationalism and Ethnic Minorities*, vol. 4, n° 1/2, printemps/été 1998, pp. 86-113.

(5) Rémi Castets, « Le Xinjiang : entre enjeux stratégiques et risque sécuritaire », *Diplomatie-Les Grands Dossiers de Diplomatie*, n° 45, p. 95.

(6) Inès Cavalli, « Les défis du nationalisme Ouïghour », *Iris-Asia focus* n° 99-Programme Asie, Janvier 2019, p. 12.

(7) Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale du Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'Union européenne a condamné à plusieurs reprises la Chine et l'a enjoint de respecter les droits et les libertés des minorités Ouïghoures.

(8) Le département d'État américain a menacé la Chine de sanctions économiques dans le cadre de la loi Magnitski (Magnitsky Act) qui permet à Washington de geler les actifs américains auprès des auteurs de violations des droits de l'homme, de leur interdire toute entrée sur le territoire américain et d'interdire aux ressortissants américains de commercer avec eux. De même, le Sénat américain a introduit, le 4 octobre 2019, une résolution condamnant la persécution des minorités religieuses en Chine et réaffirmant la volonté des États-Unis à promouvoir la liberté religieuse et la tolérance dans le monde.